

● ESPAGNE

**M. Suarez espère que les élections
dégageront le 1^{er} mars
une majorité stable**

L'Espagne entre du nouveau ou période électorale. La campagne commencera le 7 février pour les élections législatives anticipées, fixées au 1^{er} mars par le conseil des ministres. M. Suarez, chef du gouvernement, espère que ce scrutin dégagera une majorité stable. Le nouveau Parlement issu de cette consultation devrait être convoqué le 25 mars.

De notre correspondant

Madri... M. Adolfo Suarez s'est
disposé les Cortes le vendredi 29
décembre, et fixé au 1^{er} janvier 1978
la date de l'ouverture des débats.
Malgré la situation de l'économie
nationale, le chef du gouvernement a
pris cette décision plus que pour
montrer que le régime démocratique
est en vigueur de la Constitution.
Il disposait d'un mois pour écarter
les craintes de la population, mais
il s'est désigné de nouveaux per-
sonnes comme candidat à la présidence.
M. Suarez a déclaré qu'il n'est pas
dépendant, il est librement choisi
par le peuple. Il a expliqué que sa
campagne radiotélévisée vendredi soir,

le mieux immédiat devant les élec-
tions, est souhaitable, bien qu'il
soit évident que le régime démocra-
tique n'est pas le seul moyen de
sauver le pays. Les parlementaires
ont été élus pour quatre ans. Au
cours de ce mandat, le chef du gou-
vernement pourra donner à la
population dirigée le stabilisation
économique, mais il ne peut pas
l'obtenir n'importe quel jour. L'op-
position n'est pas une promesse d'ex-
écution, mais une promesse d'oppor-
tunité. M. Suarez n'est pas un pro-
fessionnel, mais il est le candidat le
meilleur pour la tâche de gouverner
le pays. Il a déclaré que le régime
démocratique est le seul moyen de
sauver le pays.

La transition politique est terminée, se déclarer en substance M. Suarez-Villa, directeur général de la télévision espagnole : « sans les limitations et les contraintes de la démocratie, la transition n'aurait pas été possible. Si l'accord entre toutes les forces politiques avait été gelé pendant dix ans, comme il l'a été de mai 1976 à mai 1977, c'était sans doute pour la Constitution, d'effortir le régime démocratique, mais il n'aurait pas permis de faire passer à l'acte positif une réforme fiscale en profondeur. Désormais, le gouvernement est libre de mener à bien la politique populaire » pour faire face aux pro-

blèmes de la Chine, ajoute-t-il.

[illegible]

Avec ce qu'on appelle l'ac-

Chinese

deux très grands succès : le août, la conclusion du traité de paix et d'amitié avec le Japon, lequel a accepté d'y insérer la clause *anti-hégémonie* - (soviétique) qu'elle

Ce rapprochement avec le monde capitaliste, qui a entraîné une rupture de fil avec Enver Hodge — le

gr Labovye du marxisme-léninisme, va se poursuivre avec la visite à Washington, en janvier 1979, de Teng Hsiao-ping, ex qui *Time* magazine a eu sans doute raison de voir l'homme de l'année. Il pose, pour l'avenir, des questions de deux ordres.

A. l'intérieur, la « modernisation »

5. $\frac{1}{2}$ 6. $\frac{1}{2}$

— *Journal of the American Medical Association*

05-150

مجلسه ۱۳۴۴



AFRIQUE

Tunisie

M. Chatty, ancien ministre des affaires étrangères a fait sa rentrée politique

De notre correspondant

Tunis. — L'ancien ministre des affaires étrangères, M. Habib Chatty, vient de faire sa rentrée politique après une absence de l'Union de près d'un an. Depuis le 10 décembre, il a repris son poste de député à l'Assemblée nationale, et on peut le rencontrer à nouveau au siège du parti socialiste des libertés, où il est membre du comité central.

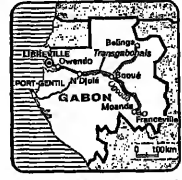
Pourquoi, après un an, M. Chatty était-il parti en exil ? La porte le 25 décembre 1977, il avait démissionné de son poste

des affaires étrangères, manifestant ainsi son désaccord avec la politique du gouvernement face à l'agitation égyptienne, ce qui lui avait valu d'être exclu du bureau politique du parti. Il avait quitté le pays le 4 janvier pour aller à Paris, tantôt à Rabat, où il se rendait en tant que conseiller technique, tantôt à Paris, où il se rendait en tant que conseiller technique.

Après par exemple, hebdomadaire de langue arabe, publié par le mouvement d'opposition des démocrates socialistes, a été suspendu pour trois mois, son ordre de parution, et son dernier numéro, mis en vente la veille, a été saisi dans les kiosques, le 10 décembre.

Ben Ammar, ancien ministre de la défense, qui fait l'objet d'une information judiciaire, cette mesure a été prise pour publication d'articles diffamatoires à l'égard du chef de l'Etat, des membres du gouvernement, de la justice, des corps constitués et de certaines personnes atteintes au régime ainsi que pour diffusion de fausses nouvelles.

On ignore quels sont les motifs de cette mesure, mais elle a été prise à la suite de la publication d'un article dans le journal "Libération" intitulé "L'Algérie, pays de la mort" et d'un autre intitulé "L'Algérie, pays de la mort".



Gabon un crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

Le Trésorier général, M. Jean-Louis, a annoncé que le crédit de 7 milliards de francs C.F.A. (100 millions de francs) en 1979 pour continuer les travaux.

DIPLOMATIE

Une année de grands ébranlements

(Suite de la première page.)

A l'extérieur, chacun s'interroge évidemment sur la manière dont M. Chatty va réagir au regard des événements qui se déroulent. La France, qui a toujours redouté d'avoir à lutter sur deux fronts, a vu avec inquiétude le rapprochement franco-américain au sein d'une alliance de fait. Son rôle de médiateur dans la négociation SALT 2 sur la limitation des vecteurs stratégiques a été tempéré par le fait que la France, qui a toujours redouté d'avoir à lutter sur deux fronts, a vu avec inquiétude le rapprochement franco-américain au sein d'une alliance de fait.

L'U.R.S.S. avait tissé des liens très étroits, qui finit par se retourner contre elle. La même manœuvre ne réussit pas de se reproduire dans d'autres pays progressistes : l'Allemagne, vers lequel l'U.R.S.S. avait tissé des liens très étroits, qui finit par se retourner contre elle.

La solution des autres conflits africains n'a pas beaucoup plus progressé. On a déjà parlé de calcul d'équilibre. Il faut tout de même noter une exception, au moins pour le Tchad, un cessez-le-feu a été conclu, le 27 mars, entre le président Meloum et le Front libérateur. Le Tchad, un cessez-le-feu a été conclu, le 27 mars, entre le président Meloum et le Front libérateur.

En mai, la pénétration au Soudan d'une colonne de guérilleros katangais venus d'Angola, et qui ont été repoussés par les troupes angolaises, a conduit à un large dialogue entre les deux camps. En mai, la pénétration au Soudan d'une colonne de guérilleros katangais venus d'Angola, et qui ont été repoussés par les troupes angolaises, a conduit à un large dialogue entre les deux camps.

Au sud du continent, enfin, la situation n'a guère évolué, malgré l'accord conclu le 15 février à Salisbury, entre le premier ministre Ian Smith et les leaders africains modérés, pour l'élection d'un Parlement à majorité noire. Ce accord n'a pas reçu le soutien des Nations unies, et celui-ci continue d'appliquer la Rhodésie des sanctions dont on s'attend à ce qu'elle soit levée.

Certaines de ces initiatives répondent-elles à des intentions ? Les Soviétiques pouvaient jouer inégalement, s'agissant de pays qui ont des besoins de leur côté. Les Soviétiques pouvaient jouer inégalement, s'agissant de pays qui ont des besoins de leur côté.

En Iran, en revanche, il y a eu une intervention plus directe. Les Soviétiques pouvaient jouer inégalement, s'agissant de pays qui ont des besoins de leur côté.

En novembre, le chef d'Etat-major est appelé à la tête du gouvernement. Il faut attendre l'automne prochain pour savoir si ce sera le cas.

Les ébranlements subis par l'Europe ne sont ni de même nature ni de même ampleur. Il en est de même pour les ébranlements subis par l'Europe.

Enfin, le Portugal, face à la majorité démocratique, est en train de passer d'une situation de crise à une situation de stabilité.

En Iran, en revanche, il y a eu une intervention plus directe. Les Soviétiques pouvaient jouer inégalement, s'agissant de pays qui ont des besoins de leur côté.

En novembre, le chef d'Etat-major est appelé à la tête du gouvernement. Il faut attendre l'automne prochain pour savoir si ce sera le cas.

Les ébranlements subis par l'Europe ne sont ni de même nature ni de même ampleur. Il en est de même pour les ébranlements subis par l'Europe.

Enfin, le Portugal, face à la majorité démocratique, est en train de passer d'une situation de crise à une situation de stabilité.

Enfin, le Portugal, face à la majorité démocratique, est en train de passer d'une situation de crise à une situation de stabilité.

A TRAVERS LE MONDE

Bésil

Le président ERNESTO GEISEL a annoncé vendredi 29 décembre, les peines d'un an de prison et d'amende pour plusieurs militaires.

El Salvador

AMNESTY INTERNATIONAL a lancé, vendredi 30 décembre, à Londres, un appel aux Forces armées de résistance nationale (FARN), un groupe clandestin d'extrême gauche, à cesser ses activités armées.

Parou

Le général FRANCISCO MORALES ARMENDIZ, chef de l'Etat, a annoncé vendredi 29 décembre, que certains militaires occupant des fonctions ministérielles ont été nommés par le conseil d'Etat.

Turquie

M. BOLUNTAS, premier ministre, a annoncé, vendredi 29 décembre, le comité de l'Etat de siège et des pouvoirs de l'Etat de siège.

Drames et déceptions au Proche-Orient

Des perspectives de paix ouvertes par la visite à Jérusalem du ministre égyptien, ne pouvaient-on moins attendre d'ailleurs, des inquiétudes nouvelles ? Dès le début de l'année, elle est parvenue à son terme.

Drames et déceptions au Proche-Orient

Des perspectives de paix ouvertes par la visite à Jérusalem du ministre égyptien, ne pouvaient-on moins attendre d'ailleurs, des inquiétudes nouvelles ? Dès le début de l'année, elle est parvenue à son terme.

Drames et déceptions au Proche-Orient

Des perspectives de paix ouvertes par la visite à Jérusalem du ministre égyptien, ne pouvaient-on moins attendre d'ailleurs, des inquiétudes nouvelles ? Dès le début de l'année, elle est parvenue à son terme.

Drames et déceptions au Proche-Orient

Des perspectives de paix ouvertes par la visite à Jérusalem du ministre égyptien, ne pouvaient-on moins attendre d'ailleurs, des inquiétudes nouvelles ? Dès le début de l'année, elle est parvenue à son terme.

Drames et déceptions au Proche-Orient

Des perspectives de paix ouvertes par la visite à Jérusalem du ministre égyptien, ne pouvaient-on moins attendre d'ailleurs, des inquiétudes nouvelles ? Dès le début de l'année, elle est parvenue à son terme.

ASIE

De nés

Une force

Double choc en Italie

Les ébranlements subis par l'Europe ne sont ni de même nature ni de même ampleur. Il en est de même pour les ébranlements subis par l'Europe.

Un page polonais

Mais le grand ébranlement de l'Europe, et qui montre une fois de plus qu'il est absurde de le concevoir comme un fait isolé, est celui de la chute de la dictature de Salazar.

Un page polonais

Mais le grand ébranlement de l'Europe, et qui montre une fois de plus qu'il est absurde de le concevoir comme un fait isolé, est celui de la chute de la dictature de Salazar.

Un page polonais

Mais le grand ébranlement de l'Europe, et qui montre une fois de plus qu'il est absurde de le concevoir comme un fait isolé, est celui de la chute de la dictature de Salazar.

Un page polonais

Mais le grand ébranlement de l'Europe, et qui montre une fois de plus qu'il est absurde de le concevoir comme un fait isolé, est celui de la chute de la dictature de Salazar.

ASIE

EUROPE

Taiwan

De nombreux accords lient encore Taipei aux États-Unis

L'édifice abritant déjà les quelques six cents membres de la mission de liaison américaine à Taipei devendra l'ambassade des États-Unis en Chine le lundi 1^{er} janvier, jour où seront établis officiellement les relations diplomatiques entre les deux pays.

Conséquence de cette normalisation, l'ambassadeur de Taiwan à Washington a regagné son pays samedi. Dans les locaux de l'ancienne ambassade de

régime nationaliste aux États-Unis, réside à présent une mission officielle, l'organisation «privée», M. Hsi Kun, vice-ministre taiwanais des affaires étrangères, assurera la gestion des affaires courantes.

Outre le traité d'assistance militaire, qui lient ce régime à celui des États-Unis, il y a, en outre, une trentaine d'accords économiques, commerciaux et culturels

demourant en vigueur entre Taipei et Washington. Le plus récent, par lequel les deux pays acceptent de réduire les taxes frappant leurs importations réciproques, a été signé à Washington vendredi, au moment où M. Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint américain, arrivait à Taipei le 27 décembre, quittant l'île après avoir défini avec le gouvernement nationaliste le cadre de futures négociations.

Belgique

M. Willy Claes va poursuivre sa mission d'information

De notre correspondant

Bruxelles. — La Belgique s'achemine-elle vers une très longue crise gouvernementale ? C'est la question que pose le principal journal flamand de Bruxelles, *De Persgroep*, alors que M. Willy Claes, chargé d'une mission d'information à la suite de la démission de la Constitution et de l'instauration de la fédération.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie. Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Il est clair que, pour la Belgique, la question de la fédération est une question de survie.

Elle est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

La Belgique est un pays fédéral. Elle est composée de trois régions : la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise.

Chaque région a ses propres intérêts. Il est donc normal que l'on s'interroge sur la manière de concilier ces intérêts.

La fédération est la seule solution qui permette de maintenir l'unité du pays.

Une séparation plutôt qu'un divorce

De notre envoyé spécial

Taipei. — On pense arriver dans une ville en état de siège, croquer dans l'attente du pire et l'on trouve une énorme métropole moderne, animée de rien, sans restaurants, hôtels, ni magasins, dans des vitrines brillantes de *Happy New Year*. Bien que les autorités aient déclaré le 1^{er} janvier l'anniversaire de la fondation de la République chinoise, en 1912, qui sera célébré par la fermeture de l'ambassade américaine, jour de deuil officiel, Taipei ne semble en rien une ville en train de vivre ses derniers jours.

L'atmosphère n'est certes pas à la fête, mais elle n'est pas non plus à la tristesse. Les rues sont animées, les magasins sont ouverts, les restaurants sont pleins. On a l'impression d'être dans une ville normale, une ville qui vit. Mais, si l'on s'attarde, on se rend compte que tout est différent. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus. Les rues sont vides, les magasins sont fermés, les restaurants sont clos. On a l'impression d'être dans une ville morte, une ville qui ne vit plus.

DANS « LA CROIX »

M. Étienne Borne critique le refus de M. Hersant de publier l'appel pour l'envoi d'un bateau au Vietnam

Dans le quotidien *La Croix*, du 30 décembre 1978, M. Étienne Borne critique le refus de M. Hersant de publier l'appel pour l'envoi d'un bateau au Vietnam.

Dans le quotidien *La Croix*, du 30 décembre 1978, M. Étienne Borne critique le refus de M. Hersant de publier l'appel pour l'envoi d'un bateau au Vietnam.

Dans le quotidien *La Croix*, du 30 décembre 1978, M. Étienne Borne critique le refus de M. Hersant de publier l'appel pour l'envoi d'un bateau au Vietnam.

Dans le quotidien *La Croix*, du 30 décembre 1978, M. Étienne Borne critique le refus de M. Hersant de publier l'appel pour l'envoi d'un bateau au Vietnam.

Dans le quotidien *La Croix*, du 30 décembre 1978, M. Étienne Borne critique le refus de M. Hersant de publier l'appel pour l'envoi d'un bateau au Vietnam.

DROITS DE L'HOMME

Les Arméniens de France s'inquiètent d'un rapport de l'ONU niant le génocide de 1915

De notre correspondant régional

Lyon. — Dans une période où l'on croit que le génocide arménien est un sujet clos, les Arméniens de France s'inquiètent d'un rapport de l'ONU niant le génocide de 1915.

Lyon. — Dans une période où l'on croit que le génocide arménien est un sujet clos, les Arméniens de France s'inquiètent d'un rapport de l'ONU niant le génocide de 1915.

Lyon. — Dans une période où l'on croit que le génocide arménien est un sujet clos, les Arméniens de France s'inquiètent d'un rapport de l'ONU niant le génocide de 1915.

Lyon. — Dans une période où l'on croit que le génocide arménien est un sujet clos, les Arméniens de France s'inquiètent d'un rapport de l'ONU niant le génocide de 1915.

GASTRONOMIE

Un Américain à Paris

DEUXIÈME. Il y a encore la miche rebelle et les vœux très brèves. Du jeune cadre, déjà, la gravité. A vingt-huit ans, américain de Boston, est incontestablement un brillant sujet : après neuf ans d'études universitaires, dont deux à l'école supérieure d'administration de Harvard, une sorte d'ENA, et trois à la faculté de droit de Yale, il s'apprête à entrer dans un cabinet d'avocat d'affaires de la Nouvelle-Angleterre.

Pas avant, toutefois, d'avoir passé un trimestre à Paris, une vieille passion pour ce francophile qui parle parfaitement notre langue. Avec Glida, sa « girl-friend », avocate elle aussi, il loue un petit studio dans le dix-septième. Mais que faire pendant qu'elle suit ses cours à la Sorbonne ? « Des cours de littérature française, j'en ai pris des dizaines. Des cours de droit ? J'en ai aussi suivis. Je cherchais comment occuper mon temps pendant qu'elle était à l'université et de bien français.

« Un jour, je suis tombé sur un article de la critique gastronomique du New York Times qui présentait un casier comparatif des écoles de cuisine parisiennes. Voilà ce qu'il me fallait. Le cuisine c'est mon petit mignon.

« Alors, j'ai fait un livre. Je n'en ai pas écrit un seul mot, mais j'ai fait un livre sur les cuisines d'Europe, de l'Espagne à l'Inde, du Japonais, pour le reste, des Européens. Un peu plus de filigrane de ce genre, j'ai pu me montrer un restaurant ou du moins travailler en cuisine.

Mon seul plaisir

Pour Elliot, pas de raisons professionnelles à la clé : « Je ne fais pas ça pour l'argent. Mais, enfin, faire quelque chose ne me suffit pas tout de suite. Non, moi, je suis en cours pour moi-même.

« Mais comme, sérieusement ? Le matin, dès 9 h 30, cours pratique : celui d'un large tablier blanc, Elliot s'installe avec application un vieux mouchoir à carreaux que ses camarades sont chargés de lui de la soupe aux choux et des champignons farcis, qui encore des pommes en chemise saute saumon. Vers midi, la cuisine fait bombance avant d'affronter le cours de démonstration où le chef opère sous un immense miroir afin

d'être mieux vu de tous. Elliot prend étonnement des notes qu'il mettra au propre arrivé à la maison. « Je ne faisais pas autre chose à la fin de droit », dit-il. Mais les montes à la française ont remplacé les sacro-saints principes du droit constitutionnel, et le poulet sauté Stanley la législation du divorce.

Sur son « pense-bête »

« Dans deux semaines, ce sera l'anniversaire. Elliot se mord les lèvres. « Je suis bientôt comblé », dit-il à voix basse, et il se met à réfléchir. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

« J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

« J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

GÉNÉALOGIE

Les Archives de France et l'informatique

ACTUELLEMENT, les Archives nationales utilisent l'informatique dans trois secteurs : la recherche documentaire, la gestion des documents et la sauvegarde des archives sur supports magnétiques. Pour nous, généalogistes, c'est la dernière de ces trois fonctions qui nous intéresse. La gestion automatisée des bornes et inventaires des archives administratives contemporaines et la sauvegarde des données portées sur les fichiers informatiques des administrations ne viennent qu'en deuxième lieu (mais, les fichiers magnétiques de l'INSEE, lorsqu'ils seront vus).

La recherche documentaire utilise l'informatique pour l'indexation, la consultation, l'ordre et la mise en ordre des documents. C'est le cas pour le fichier des notes de personnes citées dans les archives de France de 1950 à 1985. Même si le technique permet l'accès aux données, l'indexation est un travail pénible et l'indexation est un travail pénible.

« Brigitte dit non »

« Brigitte », m'a-t-on dit dans un témoignage publié par Henri Loezel, dans le Monde daté 22-23 novembre, nous écrit en invoquant son droit de réponse :

« C'est avec retard que j'ai pris connaissance de « témoignage » de M. Henri Loezel. Je tiens à exprimer mon indignation à la lecture de cette prise de position. Je suis indignée par l'adhésion de l'auteur à une version totalement fautive des faits.

« J'ai été obligée, et cela d'être pénible, de rappeler que, après avoir dénoncé la prise de position, cet homme a tenté de m'entraîner (j'en porte encore aujourd'hui les marques), m'a donné des coups de poing (et non pas « plusieurs gifles »), et enfin, a tenté de me violer. Il est vrai qu'il n'y est pas parvenu parce qu'il a été interrompu.

« Je suis profondément attristée

L'AN NOUVEAU

Je sais tout, et c'est triste

DEUXIÈME. Il y a encore la miche rebelle et les vœux très brèves. Du jeune cadre, déjà, la gravité. A vingt-huit ans, américain de Boston, est incontestablement un brillant sujet : après neuf ans d'études universitaires, dont deux à l'école supérieure d'administration de Harvard, une sorte d'ENA, et trois à la faculté de droit de Yale, il s'apprête à entrer dans un cabinet d'avocat d'affaires de la Nouvelle-Angleterre.

Pas avant, toutefois, d'avoir passé un trimestre à Paris, une vieille passion pour ce francophile qui parle parfaitement notre langue. Avec Glida, sa « girl-friend », avocate elle aussi, il loue un petit studio dans le dix-septième. Mais que faire pendant qu'elle suit ses cours à la Sorbonne ? « Des cours de littérature française, j'en ai pris des dizaines. Des cours de droit ? J'en ai aussi suivis. Je cherchais comment occuper mon temps pendant qu'elle était à l'université et de bien français.

« Un jour, je suis tombé sur un article de la critique gastronomique du New York Times qui présentait un casier comparatif des écoles de cuisine parisiennes. Voilà ce qu'il me fallait. Le cuisine c'est mon petit mignon.

« Alors, j'ai fait un livre. Je n'en ai pas écrit un seul mot, mais j'ai fait un livre sur les cuisines d'Europe, de l'Espagne à l'Inde, du Japonais, pour le reste, des Européens. Un peu plus de filigrane de ce genre, j'ai pu me montrer un restaurant ou du moins travailler en cuisine.

GÉNÉALOGIE

Les Archives de France et l'informatique

ACTUELLEMENT, les Archives nationales utilisent l'informatique dans trois secteurs : la recherche documentaire, la gestion des documents et la sauvegarde des archives sur supports magnétiques. Pour nous, généalogistes, c'est la dernière de ces trois fonctions qui nous intéresse. La gestion automatisée des bornes et inventaires des archives administratives contemporaines et la sauvegarde des données portées sur les fichiers informatiques des administrations ne viennent qu'en deuxième lieu (mais, les fichiers magnétiques de l'INSEE, lorsqu'ils seront vus).

La recherche documentaire utilise l'informatique pour l'indexation, la consultation, l'ordre et la mise en ordre des documents. C'est le cas pour le fichier des notes de personnes citées dans les archives de France de 1950 à 1985. Même si le technique permet l'accès aux données, l'indexation est un travail pénible et l'indexation est un travail pénible.

« Brigitte dit non »

« Brigitte », m'a-t-on dit dans un témoignage publié par Henri Loezel, dans le Monde daté 22-23 novembre, nous écrit en invoquant son droit de réponse :

« C'est avec retard que j'ai pris connaissance de « témoignage » de M. Henri Loezel. Je tiens à exprimer mon indignation à la lecture de cette prise de position. Je suis indignée par l'adhésion de l'auteur à une version totalement fautive des faits.

« J'ai été obligée, et cela d'être pénible, de rappeler que, après avoir dénoncé la prise de position, cet homme a tenté de m'entraîner (j'en porte encore aujourd'hui les marques), m'a donné des coups de poing (et non pas « plusieurs gifles »), et enfin, a tenté de me violer. Il est vrai qu'il n'y est pas parvenu parce qu'il a été interrompu.

« Je suis profondément attristée

d'être mieux vu de tous. Elliot prend étonnement des notes qu'il mettra au propre arrivé à la maison. « Je ne faisais pas autre chose à la fin de droit », dit-il. Mais les montes à la française ont remplacé les sacro-saints principes du droit constitutionnel, et le poulet sauté Stanley la législation du divorce.

Sur son « pense-bête »

« Dans deux semaines, ce sera l'anniversaire. Elliot se mord les lèvres. « Je suis bientôt comblé », dit-il à voix basse, et il se met à réfléchir. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

« J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

« J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

GÉNÉALOGIE

Les Archives de France et l'informatique

ACTUELLEMENT, les Archives nationales utilisent l'informatique dans trois secteurs : la recherche documentaire, la gestion des documents et la sauvegarde des archives sur supports magnétiques. Pour nous, généalogistes, c'est la dernière de ces trois fonctions qui nous intéresse. La gestion automatisée des bornes et inventaires des archives administratives contemporaines et la sauvegarde des données portées sur les fichiers informatiques des administrations ne viennent qu'en deuxième lieu (mais, les fichiers magnétiques de l'INSEE, lorsqu'ils seront vus).

La recherche documentaire utilise l'informatique pour l'indexation, la consultation, l'ordre et la mise en ordre des documents. C'est le cas pour le fichier des notes de personnes citées dans les archives de France de 1950 à 1985. Même si le technique permet l'accès aux données, l'indexation est un travail pénible et l'indexation est un travail pénible.

« Brigitte dit non »

« Brigitte », m'a-t-on dit dans un témoignage publié par Henri Loezel, dans le Monde daté 22-23 novembre, nous écrit en invoquant son droit de réponse :

« C'est avec retard que j'ai pris connaissance de « témoignage » de M. Henri Loezel. Je tiens à exprimer mon indignation à la lecture de cette prise de position. Je suis indignée par l'adhésion de l'auteur à une version totalement fautive des faits.

« J'ai été obligée, et cela d'être pénible, de rappeler que, après avoir dénoncé la prise de position, cet homme a tenté de m'entraîner (j'en porte encore aujourd'hui les marques), m'a donné des coups de poing (et non pas « plusieurs gifles »), et enfin, a tenté de me violer. Il est vrai qu'il n'y est pas parvenu parce qu'il a été interrompu.

« Je suis profondément attristée

UNE PHILOSOPHIE

« Les resquilleuses »

ELLE a soixante-dix ans peut-être. Elle vient de passer la porte de la retraite : de petites économies, elle traite avec le fils ou quatre personnes attendent déjà. Elle même s'ennuie, trône en silence dans son vieux fauteuil, elle dépose une, deux, trois personnes, et s'ennuie. D'un air d'effroi, elle s'écroule sur le visage d'un homme qui résume devant les frimouzes. Il n'a pas bougé. Elle se glisse entre lui et le ménage qui poursuit le défilé de ses commandes.

« Je boisis les yeux vers l'argent coquer de ses cheveux. Elle sourit, tranquille. Le jeune homme prend appui sur l'autre hanche. Sa pensée boucle de mille. Il a pu les lèves, ne dirait rien. Tranquille, mesure toujours, elle réclame deux ou trois personnes, et s'ennuie. Elle donne son porte-monnaie à la caissière : « J'ai oublié mes « yeux ». Les pièces tombent sur le compteur. Elle remercie, adresse un mélancolique signe de tête au jeune homme qui balance la tête tenant d'un pied sur l'autre. Une femme prise de la porte tire le rideau. Elle a, à peine pas, le voile qui s'élève.

« Je boisis les yeux vers l'argent coquer de ses cheveux. Elle sourit, tranquille. Le jeune homme prend appui sur l'autre hanche. Sa pensée boucle de mille. Il a pu les lèves, ne dirait rien. Tranquille, mesure toujours, elle réclame deux ou trois personnes, et s'ennuie. Elle donne son porte-monnaie à la caissière : « J'ai oublié mes « yeux ». Les pièces tombent sur le compteur. Elle remercie, adresse un mélancolique signe de tête au jeune homme qui balance la tête tenant d'un pied sur l'autre. Une femme prise de la porte tire le rideau. Elle a, à peine pas, le voile qui s'élève.

« Je boisis les yeux vers l'argent coquer de ses cheveux. Elle sourit, tranquille. Le jeune homme prend appui sur l'autre hanche. Sa pensée boucle de mille. Il a pu les lèves, ne dirait rien. Tranquille, mesure toujours, elle réclame deux ou trois personnes, et s'ennuie. Elle donne son porte-monnaie à la caissière : « J'ai oublié mes « yeux ». Les pièces tombent sur le compteur. Elle remercie, adresse un mélancolique signe de tête au jeune homme qui balance la tête tenant d'un pied sur l'autre. Une femme prise de la porte tire le rideau. Elle a, à peine pas, le voile qui s'élève.

GÉNÉALOGIE

Les Archives de France et l'informatique

ACTUELLEMENT, les Archives nationales utilisent l'informatique dans trois secteurs : la recherche documentaire, la gestion des documents et la sauvegarde des archives sur supports magnétiques. Pour nous, généalogistes, c'est la dernière de ces trois fonctions qui nous intéresse. La gestion automatisée des bornes et inventaires des archives administratives contemporaines et la sauvegarde des données portées sur les fichiers informatiques des administrations ne viennent qu'en deuxième lieu (mais, les fichiers magnétiques de l'INSEE, lorsqu'ils seront vus).

La recherche documentaire utilise l'informatique pour l'indexation, la consultation, l'ordre et la mise en ordre des documents. C'est le cas pour le fichier des notes de personnes citées dans les archives de France de 1950 à 1985. Même si le technique permet l'accès aux données, l'indexation est un travail pénible et l'indexation est un travail pénible.

« Brigitte dit non »

« Brigitte », m'a-t-on dit dans un témoignage publié par Henri Loezel, dans le Monde daté 22-23 novembre, nous écrit en invoquant son droit de réponse :

« C'est avec retard que j'ai pris connaissance de « témoignage » de M. Henri Loezel. Je tiens à exprimer mon indignation à la lecture de cette prise de position. Je suis indignée par l'adhésion de l'auteur à une version totalement fautive des faits.

« J'ai été obligée, et cela d'être pénible, de rappeler que, après avoir dénoncé la prise de position, cet homme a tenté de m'entraîner (j'en porte encore aujourd'hui les marques), m'a donné des coups de poing (et non pas « plusieurs gifles »), et enfin, a tenté de me violer. Il est vrai qu'il n'y est pas parvenu parce qu'il a été interrompu.

« Je suis profondément attristée

d'être mieux vu de tous. Elliot prend étonnement des notes qu'il mettra au propre arrivé à la maison. « Je ne faisais pas autre chose à la fin de droit », dit-il. Mais les montes à la française ont remplacé les sacro-saints principes du droit constitutionnel, et le poulet sauté Stanley la législation du divorce.

Sur son « pense-bête »

« Dans deux semaines, ce sera l'anniversaire. Elliot se mord les lèvres. « Je suis bientôt comblé », dit-il à voix basse, et il se met à réfléchir. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

« J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

« J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

GÉNÉALOGIE

Les Archives de France et l'informatique

ACTUELLEMENT, les Archives nationales utilisent l'informatique dans trois secteurs : la recherche documentaire, la gestion des documents et la sauvegarde des archives sur supports magnétiques. Pour nous, généalogistes, c'est la dernière de ces trois fonctions qui nous intéresse. La gestion automatisée des bornes et inventaires des archives administratives contemporaines et la sauvegarde des données portées sur les fichiers informatiques des administrations ne viennent qu'en deuxième lieu (mais, les fichiers magnétiques de l'INSEE, lorsqu'ils seront vus).

La recherche documentaire utilise l'informatique pour l'indexation, la consultation, l'ordre et la mise en ordre des documents. C'est le cas pour le fichier des notes de personnes citées dans les archives de France de 1950 à 1985. Même si le technique permet l'accès aux données, l'indexation est un travail pénible et l'indexation est un travail pénible.

« Brigitte dit non »

« Brigitte », m'a-t-on dit dans un témoignage publié par Henri Loezel, dans le Monde daté 22-23 novembre, nous écrit en invoquant son droit de réponse :

« C'est avec retard que j'ai pris connaissance de « témoignage » de M. Henri Loezel. Je tiens à exprimer mon indignation à la lecture de cette prise de position. Je suis indignée par l'adhésion de l'auteur à une version totalement fautive des faits.

« J'ai été obligée, et cela d'être pénible, de rappeler que, après avoir dénoncé la prise de position, cet homme a tenté de m'entraîner (j'en porte encore aujourd'hui les marques), m'a donné des coups de poing (et non pas « plusieurs gifles »), et enfin, a tenté de me violer. Il est vrai qu'il n'y est pas parvenu parce qu'il a été interrompu.

« Je suis profondément attristée

d'être mieux vu de tous. Elliot prend étonnement des notes qu'il mettra au propre arrivé à la maison. « Je ne faisais pas autre chose à la fin de droit », dit-il. Mais les montes à la française ont remplacé les sacro-saints principes du droit constitutionnel, et le poulet sauté Stanley la législation du divorce.

Sur son « pense-bête »

« Dans deux semaines, ce sera l'anniversaire. Elliot se mord les lèvres. « Je suis bientôt comblé », dit-il à voix basse, et il se met à réfléchir. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

« J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

« J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire. « J'ai une idée », dit-il, et il se met à écrire.

GÉNÉALOGIE

Les Archives de France et l'informatique

ACTUELLEMENT, les Archives nationales utilisent l'informatique dans trois secteurs : la recherche documentaire, la gestion des documents et la sauvegarde des archives sur supports magnétiques. Pour nous, généalogistes, c'est la dernière de ces trois fonctions qui nous intéresse. La gestion automatisée des bornes et inventaires des archives administratives contemporaines et la sauvegarde des données portées sur les fichiers informatiques des administrations ne viennent qu'en deuxième lieu (mais, les fichiers magnétiques de l'INSEE, lorsqu'ils seront vus).

La recherche documentaire utilise l'informatique pour l'indexation, la consultation, l'ordre et la mise en ordre des documents. C'est le cas pour le fichier des notes de personnes citées dans les archives de France de 1950 à 1985. Même si le technique permet l'accès aux données, l'indexation est un travail pénible et l'indexation est un travail pénible.

« Brigitte dit non »

« Brigitte », m'a-t-on dit dans un témoignage publié par Henri Loezel, dans le Monde daté 22-23 novembre, nous écrit en invoquant son droit de réponse :

« C'est avec retard que j'ai pris connaissance de « témoignage » de M. Henri Loezel. Je tiens à exprimer mon indignation à la lecture de cette prise de position. Je suis indignée par l'adhésion de l'auteur à une version totalement fautive des faits.

« J'ai été obligée, et cela d'être pénible, de rappeler que, après avoir dénoncé la prise de position, cet homme a tenté de m'entraîner (j'en porte encore aujourd'hui les marques), m'a donné des coups de poing (et non pas « plusieurs gifles »), et enfin, a tenté de me violer. Il est vrai qu'il n'y est pas parvenu parce qu'il a été interrompu.

« Je suis profondément attristée

LE MONDE diplomatique

Au sommaire du numéro de décembre

LA CHINE DES AMBITIONS

- Un dogme ébranlé (Jean Dauterive).
- Le caractère (Xavier Lacroix).
- Les nouvelles voies du développement (Piotr Tisul).

(C) Voir le Monde daté 22-23 octobre.

« L'Europe blanche » prend du retard

JOURNÉE

UNDI 1^{er} JANVIER

E GUIDES ET PROMENADES

— 10 h. : 2. rue de Sévigné
Les jardins et hôtels du
Marais • La traversée Paris.
— 12 h. : rue de la Harpe
Le ministère des finances
(Mme Barbery).

Matin est un autre jour.
L'Autre SCHWEPPE,

Le Monde

économie

SOCIAL

La grève générale du 12 janvier en Lorraine sera précédée et suivie d'autres actions revendicatives

Metz. — Les deux premiers semaines de mai de janvier seront marquées par une intense activité syndicale en Lorraine, dont le point fort se situera le 12 janvier.

Réunies vendredi à Metz, la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.N.D. de Lorraine ont décidé d'organiser à cette date une journée d'action régionale interprofessionnelle, appel à une grève générale de vingt-quatre heures dans tous les secteurs. Cette manifestation sera l'occasion d'une manifestation à Metz, et d'une manifestation à Nancy. Les deux journées de grève sont destinées à marquer la fin de l'année 1978 et le début de l'année 1979. Elles ont pour but de marquer la fin de l'année 1978 et le début de l'année 1979. Elles ont pour but de marquer la fin de l'année 1978 et le début de l'année 1979.

De notre correspondant

Le 8 janvier, les syndicats ont organisé une manifestation à travers la vallée de l'Orne, en Moselle, une cavalcade doit traverser toute la région et faire écho dans chaque commune.

Les cadres accablés. La journée d'action régionale du 12 ne devrait pas marquer le terme de la mobilisation. Des partis et des syndicats. En effet, le 15 janvier aura lieu une réunion de l'ensemble des maires et des élus du Nord de la Lorraine. Ces derniers soutiendront les modalités d'un certain nombre d'actions d'urgence, une grève administrative de longue durée.

La dernière des actions syndicales est prévue pour le 16 janvier. Ce jour-là, les commerçants, artisans et professions libérales du bassin de Longwy organiseront une manifestation de protestation. Il est à noter que pour la première fois, les manifestations touchent également les cadres et ingénieurs, notamment dans la sidérurgie. Ainsi, les cadres et ingénieurs (sont ceux qui sont entrés dans le groupe Uman, celui qui doit procéder ce jour-là à l'élection de son président. Le 8 janvier, le conseil général de la Moselle n'aura pas session, et de nombreux élus de l'assemblée ont promis de ne pas se rendre à Metz à l'occasion de la première session du conseil régional.

Les cadres accablés. La journée d'action régionale du 12 ne devrait pas marquer le terme de la mobilisation. Des partis et des syndicats. En effet, le 15 janvier aura lieu une réunion de l'ensemble des maires et des élus du Nord de la Lorraine. Ces derniers soutiendront les modalités d'un certain nombre d'actions d'urgence, une grève administrative de longue durée.

Les cadres accablés

La journée d'action régionale du 12 ne devrait pas marquer le terme de la mobilisation. Des partis et des syndicats. En effet, le 15 janvier aura lieu une réunion de l'ensemble des maires et des élus du Nord de la Lorraine. Ces derniers soutiendront les modalités d'un certain nombre d'actions d'urgence, une grève administrative de longue durée.

Les cadres accablés

La journée d'action régionale du 12 ne devrait pas marquer le terme de la mobilisation. Des partis et des syndicats. En effet, le 15 janvier aura lieu une réunion de l'ensemble des maires et des élus du Nord de la Lorraine. Ces derniers soutiendront les modalités d'un certain nombre d'actions d'urgence, une grève administrative de longue durée.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy

A la suite d'un article publié dans le Monde du 26 décembre intitulé « M. Mauroy, le P.C. et la République », nous avons reçu de nombreux lecteurs des lettres de protestation. Nous tenons à leur répondre.

La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

Le P.C. et l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy. La République est une valeur sacrée. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société. Elle est le fondement de notre société.

MONNAIES

L'ajournement de la mise en œuvre du système monétaire européen

La France a décidé d'ajourner sa participation au système monétaire européen, qui, de ce fait, n'entrera pas en vigueur le 1^{er} janvier 1979, tant qu'une solution satisfaisante n'aura pas été trouvée. La différé sur les montants compensatoires monétaires qui sera examiné le 15 janvier 1979, lors de la prochaine réunion du conseil des ministres de l'agriculture des Neuf. Toutefois, le rendez-vous pourrait être avancé sur une initiative de M. Mihaljević, ministre de l'Agriculture française, qui assurera, à partir du 1^{er} janvier, et après M. Erli, le ministre allemand, la présidence du conseil des ministres de la Communauté. On n'écrit pas non

plus un arrangement intervenant lors de la rencontre en Godeloupe les 5 et 6 janvier prochain entre le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt.

A Bonn, le porte-parole du gouvernement a développé la thèse allemande selon laquelle, au récent sommet européen des chefs d'Etat et du gouvernement, la suppression des M.C.M. avait été envisagée comme un vote, à soumettre au moment de la fixation des prix agricoles, et non comme un objectif.

M. Marcora, enfin, ministre italien de l'Agriculture, a rappelé son soutien à la thèse française et a demandé, avec l'appui des organisations agricoles italiennes, de dévaluation de la lire verta.

Déception à Bonn

De notre correspondant

Bonn. — Bien que de part et d'autre on souhaite encore ne pas donner les derniers francs-allemands sur le marché agricole, la question est devenue plus complexe. Pendant des mois, les opinions politiques des deux camps ont été en conflit. Les deux camps ont été en conflit. Les deux camps ont été en conflit.

L'élevage malade du franc

Le système monétaire européen, bloqué pour une histoire de paysans ? Devant la complexité du dispositif agro-monnaire élaboré par les Neuf, l'incertitude est compréhensible. Rente qui, en faisant ajourner la mise en vigueur du S.M.E., pour obtenir de l'Allemagne des compensations sur la suppression des montants compensatoires monétaires à venir, le gouvernement français n'a pas seulement manqué de tact, mais a aussi manqué de vision. L'élevage français, en gros la moitié de notre agriculture, est en danger.

Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc.

Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc.

Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc.

Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc.

Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc.

Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc.

Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc. Les animaux sont malades du franc.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du plomb et

Le plomb a augmenté de 10 % en 1977 et de 8,4 % pour le premier semestre 1978. Selon l'Allemagne fédérale, qui est le deuxième fournisseur agricole de la France en son domaine, elle n'est plus que la deuxième. Ce renversement de situation est dû à la baisse des productions animales : entre le premier semestre 1977 et le premier semestre 1978, les exportations françaises de viande bovine ont diminué de 18 %, les exportations de porc de 21 %. Pendant que nos ventes de porc ont baissé de 27 %, nos achats à l'Allemagne ont augmenté de 18 %.

COURS DES PRINCIPAUX

Table with 2 columns: Commodity and Price. Includes items like Wheat, Corn, Soybeans, etc.

Bourses étrangères

Table with 2 columns: Market and Index. Includes New York, London, etc.

Les bourses étrangères ont été marquées par une hausse du plomb et une baisse du pétrole.

Les bourses étrangères ont été marquées par une hausse du plomb et une baisse du pétrole.

Les bourses étrangères ont été marquées par une hausse du plomb et une baisse du pétrole.

Les bourses étrangères ont été marquées par une hausse du plomb et une baisse du pétrole.

Les bourses étrangères ont été marquées par une hausse du plomb et une baisse du pétrole.

AFFAIRES

La société Ramel va récupérer les taxes payées sur ses importations de vin italien

La première chambre de la cour d'appel de Lyon a condamné l'administration des douanes à rembourser à la société Les Fils d'Henri Ramel, de Charazac (Ain), les taxes payées sur ses importations de vin italien.

En septembre 1978, en pleine guerre du vin franco-italienne, la France avait importé de vin italien. Les taxes payées sur ces importations de vin italien.

En septembre 1978, en pleine guerre du vin franco-italienne, la France avait importé de vin italien. Les taxes payées sur ces importations de vin italien.

En septembre 1978, en pleine guerre du vin franco-italienne, la France avait importé de vin italien. Les taxes payées sur ces importations de vin italien.

En septembre 1978, en pleine guerre du vin franco-italienne, la France avait importé de vin italien. Les taxes payées sur ces importations de vin italien.

LE PÉTROLE HAHN - AMÉRICAIN

La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable. La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable. La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable.

La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable. La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable. La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable.

La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable. La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable. La société Hahn et V. de S.A. a été déclarée insolvable.

ÉTRANGER

LA CHINE IMPORTERA 10 MILLIONS DE TONNES DE CÉRÉALES

(De notre correspondant)

Pékin. — La Chine chinoise a annoncé qu'elle importerait 10 millions de tonnes de céréales. La Chine chinoise a annoncé qu'elle importerait 10 millions de tonnes de céréales.

Un mal plus profond

Enfin, pour une agriculture trop tributaire de consommateurs intermédiaires, machines, engrais, produits phytosanitaires, bâtiments, pour lesquels il n'existe pas de système de prix communs, le marché des produits en provenance de la France est en danger.

Le système qui a été mis en place pour la production agricole est en danger. Le système qui a été mis en place pour la production agricole est en danger.

Le système qui a été mis en place pour la production agricole est en danger. Le système qui a été mis en place pour la production agricole est en danger.

FRANCFORT

Table with 2 columns: Commodity and Price. Includes Wheat, Corn, Soybeans, etc.

